

Solutions

Les Verts veulent survolter le solaire

Xavier Lafargue

Démographie, économie, mobilité... Genève a fortement évolué ces vingt dernières années, et cette mutation accélérée pose de multiples questions. Le Département du territoire invite d'ailleurs la population à participer, du 24 au 28 septembre, à un forum autour du développement. Vaste programme.

Parmi les thèmes qui ne manqueront pas d'être abordés, celui du réchauffement climatique est sur toutes les lèvres. Le Canton souhaite notamment réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. Comment y parvenir? Une motion déposée au Grand Conseil le 11 août par des députés Verts invite le Conseil d'État à créer une Bourse solaire.

Acheter des panneaux

«L'objectif principal est de permettre à n'importe quel citoyen d'acheter des mètres carrés de surface de panneaux photovoltaïques», explique l'écologiste François Lefort, président du Grand Conseil et initiateur du projet. Le rôle de l'État serait de gérer cette Bourse solaire et notamment d'identifier et mettre à disposition des toitures de toutes tailles situées sur le territoire cantonal.»

À la base de ce projet, une rencontre entre le député et un membre des Verts, Antoine Mayerat. Ce dernier, un écolo de la première heure, a créé en 2007 l'association Sun-Power, qui promeut auprès des particuliers et des collectivités l'énergie solaire photovoltaïque et un développement des ressources énergétiques de la Suisse respectueux de l'environnement. «L'idée de cette Bourse solaire m'est venue, car elle répond à une attente des gens, et parce qu'il y a urgence: 2030, c'est demain!» lance-t-il.

Mieux que les SIG?

Ce concept ressemble furieusement à «Mon m² solaire», lancé en 2018 par les Services industriels de Genève. Plus de



L'initiative des Verts cherche aussi à lutter contre le réchauffement climatique. KEYSTONE

Le problème

La lutte contre le réchauffement climatique bat son plein. Le renforcement du Plan climat cantonal, daté du 4 décembre dernier, a pour objectif de diminuer de 60% les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030, par rapport aux chiffres de 1990. Il vise aussi la neutralité carbone pour 2050. Mais comment y parvenir et inciter les citoyens à agir concrètement? **X.L.**

6000 parts solaires ont d'ailleurs été souscrites par les Genevois, indiquent les SIG sur leur site internet. Mais actuellement, il n'y en a plus à disposition. Les SIG précisent néanmoins que de nouvelles centrales participatives sont à l'étude. «Les SIG font ça très bien, reconnaît François Lefort. Mais une action officielle de l'État aurait plus de poids. Et puis, notre projet va plus loin.»

Concrètement, les particuliers pourront acheter des m² de panneaux «au même prix fixe de 330 fr. que les SIG», précise le texte de la motion. Les condi-

tions de rétribution sont «un amortissement du versement sur vingt ans avec 2% d'intérêt annuel». Le capital ainsi constitué de la Bourse solaire permettra à l'État de financer la construction de centrales photovoltaïques.

Obligatoire pour les entreprises

Si chaque citoyen sera libre d'acquiescer un panneau, la participation à la Bourse solaire sera obligatoire pour les entreprises du canton. «Elles devront souscrire l'équivalent de 20% de leur dernière année de consommation énergétique, pré-

cise François Lefort. Mais cela ne représente pas des sommes énormes, et par ailleurs, elles ne seront pas perdantes grâce à l'amortissement de l'investissement sur vingt ans. Évidemment, pour que cela fonctionne, l'État devra avoir accès aux dépenses en énergie des entreprises. On pourrait aussi imaginer des conditions assouplies pour les entreprises extrêmement «gourmandes», par exemple celle dont la production dépend essentiellement de l'énergie électrique.»

Cette obligation découle d'un constat. Avec la libéralisation du marché de l'électricité, de grandes entreprises implantées à Genève ont la possibilité d'acheter leur courant à l'étranger. «Elles peuvent donc fonctionner avec du courant français nucléaire ou allemand (charbon), ce qui va à l'encontre de l'expression des différents votes populaires», indiquent les motionnaires.

Propriétaires mis à contribution

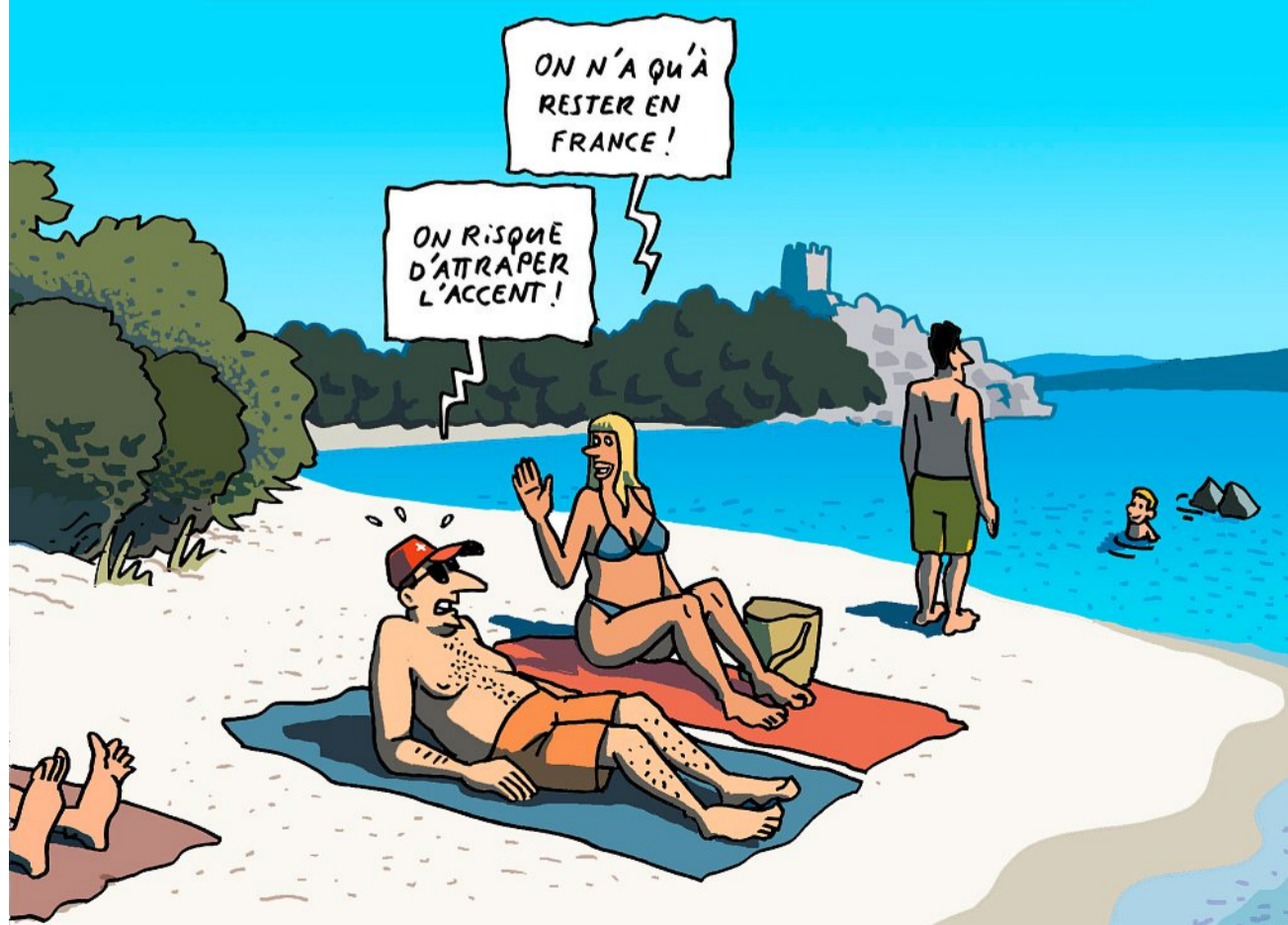
L'idée serait aussi de contraindre les propriétaires de bâtiments à mettre à disposition leur toiture, si l'État estime que celle-ci est apte à recevoir une centrale photovoltaïque, petite ou grande. «Une surface de 150 m² constitue le seuil de rentabilité pour ce type d'installation», relève le député Vert.

Là encore, une rétribution est prévue pour le propriétaire. «Notre motion propose trois modèles différents, détaille-t-il. Soit il reçoit en don la centrale après vingt ans d'exploitation; soit une somme pour la location de son toit, à 1 fr. le m², lui est versée annuellement; soit il peut consommer lui-même le courant produit et l'acheter à un prix privilégié, à fixer avec les SIG.»

François Lefort estime que la Bourse solaire permettrait de développer rapidement de multiples centrales photovoltaïques, sans attendre d'avoir à disposition de très grandes surfaces. Et, en outre, que leur installation fournira du travail à des entreprises locales. Le parlement aura le dernier mot et il se pourrait que la participation obligatoire des entreprises et la mise à disposition des toits fassent grincer quelques dents.

Le dessin par Herrmann

CH: LES VOYAGEURS VENANT DE FRANCE BIENTÔT CONFINÉS?



Il y a 50 ans dans «La Tribune»

Grève des femmes

La grève des femmes aux États-Unis fait la une de «La Tribune de Genève» du 26 août 1970. Ce qu'en pensent les Genevoises intéresse particulièrement les membres de la rédaction, qui consacrent quatre colonnes à leurs réponses.

Ce jour-là à New York, plusieurs dizaines de milliers de femmes et d'hommes et plus encore de spectateurs envahissent la Cinquième Avenue, à l'occasion de la journée nationale de lutte organisée par le Mouvement de libération de la femme. On y voit les dernières suffragettes qui ont mené combat pour le droit de vote cinquante ans plus tôt.

«La Tribune» du 27 août relève que «quelques «cols blancs» sortant de leurs bureaux de la Cinquième Avenue et parlant des femmes du défilé n'ont pas manqué de faire remarquer que «naturellement, comme toujours, elles étaient en retard». En effet, la manifestation a commencé avec près d'une heure de retard.»

La veille de la manifestation, les femmes genevoises sont au cœur de l'événement dans la Julie. Trois rédacteurs leur ont soumis les questions qui sont le cheval de bataille des femmes américaines en grève ce jour-là: êtes-vous pour la femme au foyer ou non? Êtes-vous pour l'égalité des salaires entre hommes et femmes? Êtes-vous pour l'avortement libre?

Sur l'égalité des salaires, toutes les femmes interrogées sont d'accord: cette égalité s'impose évidemment. Être femme au foyer ou travailler au dehors? Nos Genevoises sont partagées, presque toutes relèvent l'importance d'être chez elles quand leurs jeunes enfants s'y trouvent. Quant à l'avortement, il déclenche encore des réactions contrastées: de «c'est un crime» à «oui, mais avec certaines restrictions», en passant par «il faut sans doute le faciliter, mais le légaliser c'est aller un peu loin», ou encore «pas pour les très jeunes filles, car il y aurait des abus».

Benjamin Chaix

LA TRIBUNE DE GENÈVE